

Suède : les "réfugiés" retournent chez eux... Ils n'y risquent donc rien !

écrit par Durandurand | 1 juin 2016



CQFD. Ou la preuve par neuf.

La preuve que les demandeurs d'asile sont de simples migrants économiques (ou de dociles prosélytes de mahomet appliquant son ordre d'islamiser l'Europe).

La preuve aussi que quand on veut dissuader les migrants de s'installer, il suffit de ne pas leur offrir le beurre, le prix du beurre et la crème en sus.

Certes, dans le cas présent, l'aide au retour est très alléchante... Si alléchante que l'on peut craindre que les faux réfugiés de retour dans leur pays d'origine, après avoir perçu la prime suédoise ne l'investissent pour venir voir à Calais ou à Cologne si l'accueil y est meilleur qu'en Suède...

En tout cas, la Suède, qui n'est pourtant pas dirigée par Orban, envoie un signal fort au reste de l'Europe. *Migrants, on rase gratis* : c'est fini

Christine Tasin

De plus en plus de migrants se résignent à quitter la Suède



Après une année 2015 record, qui a vu plus de 160 000 candidats à l'asile [arriver en Suède](#), les réfugiés commencent à [retourner](#) dans leur pays d'origine, profitant des aides du gouvernement et rebutés par des conditions d'accueil moins favorables. De janvier à mars, 449 personnes ont obtenu un soutien financier pour se [réinstaller](#) chez eux, parmi lesquels 331 Irakiens et une centaine d'Afghans, les deux principaux groupes de demandeurs d'asile.

Selon les chiffres de l'Office des migrations suédois, le nombre de personnes ayant obtenu une [aide](#) dite de « réinstallation » dans le pays d'origine est déjà deux fois plus élevé pour le premier trimestre 2016 que pour l'ensemble de l'année 2015.

La Suède a fait un virage à 180 degrés dans sa [politique](#) d'asile, qui était l'une des plus généreuses d'[Europe](#), devant l'afflux des demandes à [partir](#) du deuxième semestre 2015. Ce tournant, pris dans la douleur et la précipitation en novembre 2015, est entré en vigueur au début de l'année, en même temps que le pays fermait sa frontière avec le [Danemark](#).

Une « sûreté » subjective

L'aide consentie par l'Etat suédois est de 30 000 couronnes (3 200 euros) pour chaque personne de plus de 18 ans, et 15 000 couronnes pour les enfants. Une [famille](#) entière peut [obtenir](#) un maximum de 75 000 couronnes (8 000 euros). L'argent accordé n'est disponible qu'une fois le retour au pays d'origine constaté par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Mais cette indemnité doit [répondre](#) à un certain nombre de critères, à [commencer](#) par la situation [politique](#) et sanitaire qui prévaut dans le pays. Or, sur la liste de l'Office des migrations, l'[Irak](#) et l'[Afghanistan](#) sont désormais considérés comme deux pays où la réinstallation est possible. Une « sûreté » qui tranche avec la description de la situation fournie par ce même office, qui en fait des pays où l'instabilité et l'insécurité prédominent. « *Une évaluation individuelle de la vulnérabilité du candidat* » est recommandée à chaque demande.

« Le [climat](#) a changé »

Les Irakiens forment le premier contingent de demandes de retour. Au cours des

quatre premiers mois de l'année, 1 366 Irakiens l'ont fait, alors que 1 243 autres Irakiens nouvellement arrivés déposaient une demande d'asile. Quant aux Afghans, 474 ont candidaté au retour, contre 1 417 qui ont déposé un dossier d'asile. Même tendance chez les Iraniens : 315 ont retiré leur demande depuis le début de l'année, contre 478.

« Nous recevons des signaux forts, les demandeurs d'asile se lassent des retards, ils sont fatigués par les longs délais de traitement. Le climat a changé en Suède, et cela conduit à un nouveau type de décision », explique dans le quotidien *Sydsvenskan* Kristina Rännar, responsable du processus de réinstallation à l'Office des migrations.

Intidar Hadi, de l'association culturelle irakienne de Malmö, dans le sud du pays, fait le même constat : *« Ce n'est plus comme avant. C'est devenu beaucoup plus difficile d'obtenir un permis de séjour en Suède. Et beaucoup d'Irakiens quittent la Suède avec un mal du pays exacerbé. »* Dorénavant, le flux de réfugiés en provenance d'Irak s'inverse, en raison notamment des conditions du regroupement familial, qui se sont fortement durcies en début d'année.

Ennui et frustration prévalent

Selon les chiffres de l'Office des migrations, seulement 6 % des demandes d'asile traitées cette année ont été positives pour les Irakiens. Le traitement est identique pour l'autre groupe concerné par les réinstallations, puisque seuls 18 % des Afghans obtiennent actuellement le droit de [rester](#) en Suède. C'est cette faible probabilité qui expliquerait pourquoi ils sont de plus en plus nombreux à [interrompre](#) leur procédure d'asile. *« Beaucoup de ceux qui retirent leurs demandes d'asile disent [avoir](#) reçu des informations incorrectes sur ce qui les attendait en Suède, a expliqué Tobias Axelsson, un des responsables de l'Office des migrations, au quotidien Svenska Dagbladet. Ils viennent ici et pensent obtenir un permis de séjour permanent, puis ils entendent que ce n'est pas si simple, et que cela prendra beaucoup de temps. »*

Récemment, plusieurs [reportages](#) ont mis en évidence les difficultés rencontrées par les nouveaux venus dans les camps de réfugiés. Outre des conditions d'accueil parfois insalubres, l'ennui et la frustration prévalent. Nombreux sont ceux qui pensaient [pouvoir étudier](#) ou [travailler](#) dès leur arrivée, ignorant que rien n'est possible avant l'obtention du permis de séjour et de l'identifiant national d'identité. Des procédures qui excèdent à ce jour un an, voire un an et demi, pour un simple premier entretien.

http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/05/31/aides-par-le-gouvernement-les-migrants-quittent-la-suede_4929315_3214.html